

-
- Quelques concessions pour la Dame du lac
 - Birmanie Interdit : Documentaire sur la Birmanie
-

[Quelques concessions pour la Dame du lac](#)

Le Monde_9 octobre 2008

C'est une très belle maison à tourelles, grise et blanche, qui se dresse en haut d'une côte sinueuse, au-dessus des murs protégés de barbelés de l'ambassade d'Allemagne. Le Musée Bogyoke Aung San figure dans tous les guides comme l'une des attractions de Rangoun : c'est là, vous explique-t-on, qu'habitait le héros de l'indépendance birmane, le général Aung San - bogyoke veut dire "général" en birman. C'est aussi là qu'a vécu, toute petite, sa fille, Aung San Suu Kyi. Ces jours-ci pourtant, un lourd cadenas condamne les deux grilles vertes du portail. Une vendeuse de fruits, installée en face, révèle que le musée n'est ouvert que le 19 juillet, date anniversaire de la mort du général. "1947", précise le chauffeur de taxi.

Au 54 University Avenue, qui longe le lac Inya, les taxis défoncés de Rangoun ne vont même pas. L'avenue est interdite aux véhicules non riverains. C'est là, dans cette maison qui a dû être belle, que Daw (Dame) Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la paix, implacablement assignée à résidence, a passé treize des dix-neuf dernières années. Privée de voix et coupée de tout, Aung San Suu Kyi, 63 ans, n'est pas muette pour autant. Après s'être prêtée quelques mois, sans état d'âme, au jeu des entretiens sporadiques avec l'envoyé spécial de l'ONU, Ibrahim Gambari, puis avec un ministre spécialement chargé des contacts avec elle, elle a décidé en août, devant l'absence totale de progrès, que la plaisanterie avait assez duré et a refusé une nouvelle rencontre avec M. Gambari.

Elle a aussi, selon plusieurs sources, refusé la nourriture fraîche qui lui est livrée régulièrement, se contentant de réserves gardées chez elle. Avec les maigres moyens dont elle dispose, "The Lady", comme disent les Birmans, continue de protester. Elle a obtenu, tout récemment, quelques concessions. Pour la première fois depuis cinq ans, son avocat, Kyi Win, a été autorisé à la voir. Un ophtalmologiste vient aussi de lui rendre visite, pour une consultation. Le statut de sa dame de compagnie et de la fille de celle-ci, soumises aux mêmes restrictions qu'Aung San Suu Kyi, a été assoupli : la mère a été autorisée à être hospitalisée.

Enfin et surtout, elle va pouvoir recevoir des lettres de ses deux fils, Alexander et Kim, 35 et 31 ans, qui n'ont pas pu lui rendre visite depuis 1999, un mois après la disparition de son mari, Michael Aris, universitaire britannique mort d'un cancer sans qu'elle ait pu le revoir. Leurs deux fils ont été déchus de leur nationalité par la junte, qui refuse de leur accorder un visa sur leur passeport britannique. La poste est généreuse : avec ces lettres, Aung San Suu Kyi devrait aussi recevoir quelques magazines étrangers.

Isabelle Tournier

[Le reportage : Birmanie interdite](#)

COMME UN VENDREDI Info - Information

France 3_16 octobre 2008

Date : 17/10/2008

Horaire : 23H25 - 00H30

Durée : 65 mn

Invité: Patrick Poivre d'Arvor, journaliste; Hugues Huet, journaliste. Samuel Etienne accueille le journaliste Patrick Poivre d'Arvor, qui évoque son actualité et ses nombreux projets. Il réagit également aux différents rendez-vous de l'émission. Au sommaire: «Quelle semaine!». Revue de presse d'actualité de la semaine écoulée. - «Dans la peau de PPDA». Serge Cimino brosse le portrait du journaliste. - «Le grand reportage: Birmanie, un an après, un pays interdit». Un documentaire réalisé par Hugues Huet, présent en plateau. - «Zap 3». - «Question de mot». Une rubrique animée par la sémiologue Mariette Darrigrand.

-
- **Birmanie: Aung San Suu Kyi fait appel de sa détention**
 - **Sept morts dans l'explosion d'un autobus dans l'ancienne capitale**
-

Birmanie: Aung San Suu Kyi fait appel de sa détention

Swiss Info_11 octobre 2008

Rangoun - La dirigeante de l'opposition birmane Aung San Suu Kyi a fait appel de sa détention, a annoncé le porte-parole de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND). A 63 ans, elle a passé la majeure partie des 19 dernières années assignée à résidence. La lauréate du Prix Nobel de la Paix avait donné son accord, en septembre, à un projet de recours lors d'une entrevue avec son défenseur Me Kyi Win.

Myanmar : sept morts dans l'explosion d'un autobus dans l'ancienne capitale

Xinhua_13 octobre 2008

Au moins sept passagers ont été tués lorsqu'un autobus a explosé lundi matin dans l'ancienne capitale birmane, Rangoon, ont indiqué des témoins.

L'explosion s'est produite lundi vers 03H00 dans la banlieue nord de la ville, ont-ils ajouté. La cause de l'explosion n'a pas encore été confirmée par les autorités. Par ailleurs, sept personnes ont été blessées dans une explosion dans un parc près de City Hall, dans le centre de Rangoon, et un magnétocassette destiné à contrôler une bombe à retardement a également été saisi dans les environs avant d'être désamorcé cinq minutes plus tôt par la police le mois dernier.

Birmanie : le retour d'U Win Tin

LE MONDE | 09.10.08 | 14h52 • Mis à jour le 09.10.08 | 14h52

RANGOUN ENVOYÉE SPÉCIALE

Après dix-neuf ans derrière les barreaux, U Win Tin est un homme libre. Enfin, presque. Il ne fait pas un mouvement sans la compagnie de policiers, et ceux qui lui rendent visite, chez l'ami qui l'a accueilli à sa sortie de prison, le 23 septembre, savent que l'endroit est constamment surveillé. Son téléphone est écouté, mais fonctionne : c'est d'ailleurs le mode de communication conseillé par son entourage, avec quelques précautions, à l'étranger de passage à Rangoun, de façon clandestine.

Rien de tout cela n'affecte le moral d'U Win Tin. Au téléphone, donc, il évoque son "escorte" avec humour, s'excuse de son mauvais anglais et affirme que sa santé va très bien - "comme la santé d'un vieil homme". Il a, après tout, 79 ans, et a eu de graves ennuis de santé en détention. Mais ceux qui l'ont vu depuis sa libération, il y a deux semaines, décrivent un homme débordant d'enthousiasme et d'énergie. "Je ne sais pas si c'était l'adrénaline de la liberté toute neuve, mais il était en pleine forme", observe un diplomate qui a participé, le 27 septembre, à la cérémonie du 20^e anniversaire de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), où, quatre jours après sa sortie de prison, l'opposant le plus important à la junte birmane après Aung San Suu Kyi a improvisé un discours de quarante minutes. U Win Tin est de la veine des Sakharov et des Michnik, ces incorrigibles démocrates que l'isolement ou la prison ne font que renforcer.

A quelques jours de l'ouverture, à New York, de l'Assemblée générale de l'ONU, la junte birmane a décidé de faire un geste. Comme cela est déjà arrivé, une amnistie a été décrétée et 9 002 détenus, dont 10 prisonniers politiques, libérés. Ils ont failli être 11, mais l'un des premiers libérés, l'ex-capitaine Win Htein, qui fut le secrétaire personnel d'Aung San Suu Kyi, a été réarrêté après dix-sept heures de liberté.

C'est maigre : les geôles birmanes abritent quelque 2 100 prisonniers de conscience, selon divers groupes humanitaires. Mais, parmi ces 10 libérés figurait U Win Tin, le plus ancien détenu politique du pays. Poète, rédacteur en chef d'un grand journal de Mandalay, ce célibataire était devenu l'un des plus proches conseillers d'Aung San Suu Kyi, qui l'appelait "Saya", "le sage". C'est à ses côtés qu'elle a fondé

la LND, en 1988, dont il est devenu l'un des dirigeants. Mais, arrêté le 4 juillet 1989, U Win Tin n'a pas pu participer aux élections de 1990, triomphalement remportées par la LND puis effacées par la junte.

Accusé d'avoir été membre du Parti communiste, il fut condamné à quatorze ans de prison puis, en 1996, à sept ans supplémentaires pour avoir transmis à l'ONU des informations sur les conditions de détention. *"En prison, raconte un ancien détenu, il était le leader de facto des détenus politiques."* Bien que tenu au secret pendant l'essentiel de sa peine, il avait réussi à faire circuler un journal manuscrit. *"Il y a diverses façons de communiquer en prison, explique un autre ancien prisonnier, dont la cellule était proche de celle de Win Tin pendant deux ans. Quelquefois des gardiens nous aident. Ou bien les familles arrivent à graisser la patte de gardiens pour qu'ils nous laissent parler. Et les conditions sont un peu assouplies, quand des dignitaires étrangers visitent la prison."*

Depuis deux ou trois ans, U Win Tin avait droit à des livres, à quelques journaux locaux, et les autorités lui proposaient périodiquement une libération conditionnelle. Il avait refusé, exigeant une libération sans condition. Pourquoi a-t-il été libéré cette fois-ci ? *"Je ne sais pas. Peut-être qu'ils ne voulaient pas que je meure en prison..."* L'explication souvent avancée est que le régime a voulu donner un os à ronger à la communauté internationale. Quoi qu'il en soit, U Win Tin entend en profiter : *"J'ai beaucoup de travail, assure-t-il. Peut-être qu'ils me remettront en prison, alors là maintenant j'ai une chance d'agir, je veux la saisir."*

Sa stratégie tient en deux mots : unité et dialogue. Dès leur libération, lui et un autre détenu ont été réintégrés dans l'organe dirigeant de la LND, la commission exécutive. Divisé, affaibli, discrédité par des années de paralysie, le leadership du parti est en piteux état. *"Je veux d'abord ramener l'harmonie dans la LND, affirme U Win Tin, refaire l'unité du parti. Ensuite je veux oeuvrer pour l'unité avec les autres groupes politiques et ethniques pro-démocratie, il faut être tous solidaires."*

A l'extérieur, certains opposants, désillusionnés par la LND, se frottent les mains. *"U Win Tin va mettre un coup de pied dans la fourmilière, espère une ancienne du mouvement de 1988. Tous ces vieux doivent être vraiment inquiets de le voir revenir !"* U Win Tin, explique un autre, *"était un politique, un radical, un homme de gauche, alors que beaucoup d'autres dirigeants de la LND sont d'anciens militaires"*.

Déterminé, U Win Tin part malgré tout à l'offensive à pas mesurés. Il a refusé de reprendre son ancien poste de secrétaire du parti. *"Il y a un président et un secrétaire, qu'ils continuent. Il nous faut une direction très compacte et unie"*, insiste-t-il. Et lorsqu'on lui demande s'il est envisageable que la LND participe aux élections que la junte entend organiser en 2010, pour une Assemblée dont 25 % des sièges seront réservés aux militaires, en vertu d'une constitution que la LND ne reconnaît pas, il commence par dire prudemment : *"Je ne crois pas"*, puis ajoute : *"Mais ce n'est pas un refus total, il n'y a pas de rejet total. Il faut qu'il y ait un dialogue, nous allons essayer de l'organiser. Ce n'est qu'après que nous pourrions porter un jugement, faire des amendements."* Il est donc possible d'évoluer, de dépasser la position de la LND selon laquelle seul le scrutin de 1990 est valable ? *"Tout est possible, mais nous devons d'abord avoir un dialogue."*

En quelques phrases, U Win Tin a justifié le fol espoir que certains Birmans, épuisés par la répression qui n'a pas cessé depuis le mouvement des moines il y a un an, placent en lui depuis sa libération. *"Il va devoir jouer très serré, analyse Win Min, universitaire exilé en Thaïlande. Il veut faire bouger les choses, mais il est trop tôt pour voir jusqu'où on le laissera aller. Il peut être réarrêté."*

Histoire de lui rappeler les limites de sa liberté, la junte a arrêté, le 1^{er} octobre, Ohn Kyaing, le bras droit d'U Win Tin. *"Ils reprennent de la main gauche ce qu'ils ont donné de la main droite"*, observe un opposant. *"Il m'a énormément aidé à m'organiser depuis ma libération, c'est une façon de le punir"*, reconnaît U Win Tin. Cela ne l'arrêtera pas. Il s'émerveille des changements intervenus depuis 1989, *"la technologie, les téléphones mobiles"*. Et constate aussi *"tout ce qui n'a pas changé : la vie des gens, la pauvreté, l'intimidation. En 1988, l'ambiance était très mauvaise, et ça, ça ne s'est pas amélioré. La peur est toujours là"*.

Isabelle Tournier

Article paru dans l'édition du 10.10.08

- **Betancourt, en larmes, appelle à soutenir Aung San Suu Kyi**

- Myanmar: Ban Ki-moon pose ses conditions

Betancourt, en larmes, appelle à soutenir Aung San Suu Kyi

RTL_8 octobre 2008

L'ancienne otage franco-colombienne était au Parlement européen ce mercredi après-midi. Ingrid Betancourt a évoqué devant les parlementaires européens le sort de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi et de plusieurs autres personnes détenues à travers le monde.

Très émue, souvent en larmes, Ingrid Betancourt a longuement expliqué l'importance du soutien témoigné par les eurodéputés durant sa propre détention, qui lui a permis de "garder l'espoir". Elle a appelé l'assemblée à ne pas oublier les autres prisonniers des FARC en Colombie, ses "frères d'infortune", dont elle a nommé certains, ainsi que d'autres détenus dans le monde.

"Je pense à cette femme extraordinaire, Aung San Suu Kyi (...). Elle a plus que jamais besoin de nos paroles pour la porter", a-t-elle dit, avant d'évoquer le sort du soldat israélien Gilad Shalit, qui est détenu par le Hamas depuis juin 2006.

Myanmar: Ban Ki-moon pose ses conditions

JDD_8 octobre 2008

Ban Ki-Moon, secrétaire général des Nations unies, a annoncé mardi qu'il pourrait renoncer à se rendre au Myanmar s'il n'était persuadé que son déplacement, attendu depuis longtemps, déboucherait sur des résultats tangibles en matière d'avancées démocratiques. L'ancien ministre sud-coréen a été prié par le Conseil de sécurité de l'Onu de faire tout son possible pour faciliter le processus de réformes dans l'ex-Birmanie, qui a fait l'objet de la condamnation unanime de la communauté internationale pour la répression, il y a un an, d'un mouvement prodémocratique emmené par des moines.

-
- **Le Myanmar réclame la levée des sanctions internationales**
 - **Le régime birman a une réelle capacité à se régénérer»**
 - **Birmanie : deux hebdomadaires suspendus, un blogueur en procès**
-

Le Myanmar réclame la levée des sanctions internationales

ONU (Communiqués de presse) - 29 sep 2008

U Nyan Win, ministre des Affaires étrangères du Myanmar, devant l'Assemblée générale de l'ONU. Le ministre des Affaires étrangères du Myanmar, U Nyan Win, a réclamé lundi la levée des sanctions internationales contre son pays pour permettre d'accélérer son développement, lors d'un discours devant l'Assemblée générale de l'ONU. « Des sanctions unilatérales ont été imposées contre mon pays. Ces sanctions ne sont pas justifiées », a dit le ministre.

« Le Myanmar dispose de terres et de ressources naturelles abondantes qui peuvent apporter une contribution importante à la sécurité énergétique et alimentaire de notre pays et au-delà de nos frontières », a-t-il souligné, demandant un « accès sans entrave aux marchés », aux technologies modernes et aux investissements. « Plus vite les injustes sanctions seront levées et les barrières éliminées, plus vite notre pays pourra devenir le grenier à riz de la région et un producteur d'énergie fiable », a-t-il affirmé. Le ministre des Affaires étrangères du Myanmar a insisté sur la lutte contre le changement climatique, saluant la réunion ministérielle convoquée lundi par le Secrétaire général.

« Nous avons subi les conséquences dévastatrices du changement climatique en mai dernier lorsqu'un cyclone puissant a frappé le delta d'Ayeyarwaddy », a dit U Nyan Win, qui a souligné la réponse de son gouvernement et remercié ceux qui ont apporté une assistance extérieure.

Enfin, au plan politique, il a affirmé que son pays mettait en oeuvre un « plan en sept étapes vers la démocratie ».

Selon lui, « les représentants des anciens groupes armés et d'autres représentants ont participé à la convention nationale qui a établi les principes de base d'une nouvelle constitution ». « Le peuple du

Myanmar a approuvé de façon écrasante le projet de constitution », lors d'un référendum en mai dernier, a-t-il affirmé.

La 5ème étape du plan sera à présent de convoquer des élections générales en 2010, a dit le représentant du Myanmar. Samedi, le Secrétaire général de l'ONU a de nouveau appelé le Myanmar à lancer un véritable dialogue avec l'opposition et à répondre « aux principaux sujets de préoccupation de la communauté internationale, particulièrement la libération des prisonniers politiques, dont Daw Aung San Suu Kyi ». Ban Ki-moon avait indiqué sa préoccupation suite à la tenue du référendum constitutionnel en mai dernier, en pleine crise humanitaire après le passage du cyclone Nargis.

Le régime birman a une réelle capacité à se régénérer»

La Liberation_1 Octobre

Des mesures de sécurité très strictes ont été prises ces jours-ci à Rangoun pour étouffer toute velléité de manifestation. Il y a un an, le régime militaire réprimait les défilés contre la vie chère menés par les bonzes. Selon l'ONU, 31 personnes ont été tuées, 74 portées disparues, et près de 4 000 autres arrêtées. Renaud Egreteau, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri), estime que le régime est sorti renforcé de la crise.

Un an après la révolution Safran [en référence à la robe des bonzes], la junte birmane n'est-elle pas plus que jamais maîtresse du pays?

Elle a effectivement conforté ses positions, notamment vis-à-vis d'une communauté internationale impuissante face à la révolte des bonzes, et guère influente après le cyclone Nargis en mai. Le régime a intensifié la répression contre l'opposition.

La libération récente de 9 002 prisonniers n'a-t-elle pas été l'occasion de montrer que la junte ne redoutait pas grand-chose ?

Elle est indéniablement confiante. Tous les deux ans, elle libère des prisonniers par vague. Généralement, tous ont terminé leur peine. Win Tin [le plus ancien détenu birman et membre de la Ligue nationale pour la démocratie, ndlr] avait été condamné à dix-neuf ans de prison en 1989. Il a été libéré au terme de sa peine. Win Tin n'est plus une menace crédible pour les généraux birmans.

Comment expliquer l'échec de la médiation de l'ONU pour instaurer un dialogue entre l'opposition et les militaires ?

D'abord, la junte militaire se sait assez forte pour résister aux pressions. Elle seule décide d'octroyer ou pas des visas pour les envoyés spéciaux des Nations unies. Ensuite, elle fait face à une communauté internationale divisée. Elle bénéficie du soutien de la Chine, qui reste le partenaire économique et militaire de la Birmanie. Pékin a besoin de débouchés économiques vers le Sud et stratégiques avec l'océan Indien.

A quoi tiennent les divisions au sein de l'opposition ?

Vingt ans après l'échec de la révolution de 1988, l'opposition manque d'un leader. Bien que très respectée, Aung San Suu Kyi est assignée à résidence et isolée. La LND (Ligue nationale pour la démocratie) est encore dirigée par les « oncles », les fondateurs du parti, qui sont presque tous octogénaires. Les militants de la génération 88, qui ont une quarantaine d'années à présent, ont exprimé des divergences avec la LND. Mais ils ont été arrêtés en 2007, après le début des manifestations.

Qu'est-ce qui pourrait bouleverser le calendrier fixé par la junte après le référendum constitutionnel du printemps, qui prévoit des législatives en 2010 ?

Pas grand-chose de fait. Il semble que l'opposition et la communauté internationale aient accepté à la fois la date et le principe de ce scrutin. Le débat tourne sur le choix de participer ou pas à cette élection.

L'état de santé du général Than Shwe, le chef de la junte, peut-il devenir un facteur d'instabilité ?

Ce sont des rumeurs évoquées depuis vingt ans. Le régime et l'armée ont une réelle capacité à se régénérer, à se purger des « mauvais éléments ». Une nouvelle génération émergera, certainement après

les législatives de 2010. L'armée va tenir le haut du pavé dans les dix prochaines années. On ne peut pas l'écarter du paysage politique birman.

Birmanie : deux hebdomadaires suspendus, un blogueur en procès

Reporters sans frontières_1 Octobre 2008

Reporters sans frontières dénonce la suspension de deux hebdomadaires privés par le Bureau de la censure (Press Scrutiny and Registration Board), accusés d'avoir violé la loi.

Le magazine True News a été suspendu après qu'une photographie d'enfants birmans travaillant sur un chantier de construction en Thaïlande a été publiée à la une de l'édition du mardi 30 septembre. Les raisons de la suspension du second hebdomadaire, Action Times, restent floues, mais il s'agirait d'une sanction après la publication d'un article évoquant la libération des 9 000 prisonniers.

Selon un journaliste basé à Rangoon cité par irrawaddy.org, le Bureau de la censure a convoqué les rédacteurs en chef de True News et d' Action Times et leur a ordonné d'arrêter leurs publications pendant respectivement deux mois et un mois. Le « Printers and Publishers Registration Act » de 1962 oblige les imprimeurs et éditeurs à s'enregistrer et à présenter deux copies de tous les écrits, avant publication, au Bureau de la censure, lequel a le droit de les censurer et d'en interdire la distribution.

Par ailleurs, les médias publics n'ont toujours pas alerté la population sur les dangers du lait contaminé en poudre chinois alors que de nombreuses familles en consomment toujours en raison de son bas prix. C'est seulement par la presse privée que la population a pu être tenue au courant de ce scandale, mais aussi de la libération d'U Win Tin (bien qu'aucune photo n'ait pu être publiée) ou de la crise politique en Thaïlande.

Enfin, Nay Phone Latt, jeune blogueur birman, a de nouveau comparu devant le tribunal le 30 septembre 2008 en vertu de l'article 5 (j) de l'Emergency Provision Act de 1950, de l'article 505 (b), punissant la "diffamation de l'Etat" ainsi que de l'article 33 (a) de l'Electronic Act. Depuis sa première comparution en juin, il a été placé en cellule d'isolement. Reporters sans frontières dénonce une détention abusive et réitère sa demande de libération.

Semaine de l'ONU pour réclamer "justice et dignité" pour les détenus

Le Monde_2 Octobre 2008

Le Haut Commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme, Navanethem Pillay, a lancé jeudi une semaine d'action pour réclamer "justice et dignité" pour les millions de détenus dans le monde et demandé à cette occasion la libération de tous les prisonniers politiques en Birmanie.

"Un très grand nombre de personnes, probablement des millions, sont détenues à travers le monde de manière injuste, abusive ou inappropriée", a déclaré à la presse à Genève Mme Pillay, ancien juge à la Cour pénale internationale (CPI), un mois après son entrée en fonction.

"Chaque jour, il y a des centaines de nouveaux cas, hommes, femmes, enfants, migrants, jetés en prison, parfois dans des conditions atroces, alors qu'ils ne devraient pas l'être", a déploré la juriste sud-africaine.

Qualifiant l'opposante birmane et prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi de "plus célèbre prisonnier politique" depuis Nelson Mandela, Mme Pillay a affirmé que la privation de liberté qui lui est imposée est "complètement illégale, même selon les lois birmanes". "La libération de sept prisonniers politiques la semaine dernière (par les autorités birmanes) est un tout petit progrès. Nous estimons qu'il y a encore 2.000 détenus politiques en Birmanie. Nous demandons aux autorités de Rangoun de tous les libérer", a déclaré Mme Pillay.

Elle a par ailleurs salué la décision de la Cour suprême américaine, en juin, donnant le droit aux détenus de la base américaine de Guantanamo de saisir la justice civile. Elle a souhaité que les tribunaux règlent rapidement le sort de ces détenus, dont certains sont emprisonnés sans jugement depuis près de sept ans.

"Comme ancien juge, je vais suivre de très près cette situation", a promis Mme Pillay en critiquant les législations anti-terroristes adoptées par de nombreux Etats dans le monde depuis les attentats du 11 septembre 2001. Certaines permettent des périodes de garde à vue pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois, a-t-elle dénoncé.

Interrogée sur l'absence d'informations sur les prisons cubaines, elle a souhaité que tous les pays s'ouvrent à une procédure d'enquête extérieure indépendante. Mme Pillay s'est aussi inquiétée des nouvelles directives de l'Union européenne en matière d'asile et de la possibilité de refouler des migrants vers des pays tiers, où ils finissent derrière les barreaux. La semaine de mobilisation en faveur des détenus est organisée par l'ONU du 6 au 12 octobre dans le cadre des célébrations du 60e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.